

Nous avons présenté ci-dessus une simple esquisse de notre théologie. De plus, elle ne rend pas compte des courants multiples qui traversent nos églises. Certaines choses que nous avons dites ici peuvent sembler discutables à certaines « églises du peuple ». Mais nous avons fait le premier pas et rien ne nous arrêtera dans notre recherche de la vérité.

(Traduit de l'anglais par Robert Buijtenhuijs)

L'islam au pays de l'apartheid

C'est sous le titre « Le facteur islamique en Afrique du Sud » qu'en août 1986, la revue Arabia (vol. 5, n° 60) publiait un entretien avec Maulana (« Maître ») Faried Essack, membre du bureau du Muslim Judicial Council et coordinateur national de The Call of Islam, organisation affiliée au Front Démocratique Uni (UDF).

Cet entretien visait à souligner l'engagement irréversible des musulmans d'Afrique du Sud dans la lutte contre l'apartheid, même si cela revient à lutter avec des marxistes. L'interlocuteur ne peut cependant éviter de rappeler le caractère récent de cet engagement (ce qui n'a pas empêché les noirs d'accueillir les musulmans comme des frères), l'existence de courants diversifiés (Ikhwan, « Iraniens »...) malgré des effectifs réduits à l'échelle nationale (« moins de 5 % en Afrique du Sud »). La faible africanisation de cet islam apparaît lorsque l'interlocuteur assimile l'attitude des musulmans à celle des Indiens et Métis lors de la dernière réforme constitutionnelle établissant une assemblée pour cette catégorie de population (« notre boycott réussi... »), alors que les instigateurs du boycott étaient les associations indiennes ou métisses, dont les adhérents sont loin d'être tous musulmans. De plus, doit-il constater, il y a des failles :

« Au Natal et au Transvaal, hélas, des musulmans favorables à l'apartheid se font entendre. Certains ont même rejoint le parlement tricaméral de Botha... ».

Même à l'échelle internationale, il doit y avoir des problèmes, puisque le Maulana appelle

« nos frères musulmans où qu'ils soient à travers le monde, à faire pression sur leur gouvernement pour rompre tout lien avec l'Afrique du Sud, de manière à ce qu'enfin aucun agent musulman ne puisse servir à opprimer les peuples d'Afrique du Sud ».

Ces incertitudes confusément évoquées dans une revue islamique sont au contraire mises au grand jour et dénoncées avec virulence par un conférencier, T. Hargey, qui animait un séminaire sur l'islam contemporain dans un établissement sud-africain, le 6 juin 1984.

Intitulée « Les Musulmans en Afrique du Sud : commentaire critique », la communication de T. Hargey commence par un rappel historique de l'implantation musulmane en Afrique du Sud. Mais ce rappel n'est pas neutre ; l'objet est de montrer l'existence d'une tradition historique de résistance à l'oppression : les premiers musulmans installés étaient des résistants de Java exilés au Cap, puis des esclaves ou serviteurs de l'aristocratie hollandaise. Malgré les persécutions, les entraves, ils demeurent fidèles à l'islam au travers des XVII^e-XVIII^e siècles. Avec l'accentuation de l'oppression économique, les leaders musulmans (comme Tiran Guru) furent au premier rang de la défense des déshérités et n'hésitèrent pas à défier l'autorité par des manifestations de masse. Entre 1860 et 1914, d'autres musulmans arrivèrent, indiens cette fois ; c'étaient des travailleurs « contractuels », embauchés pour répondre aux besoins de main-d'œuvre des plantations du Natal. D'autres s'installèrent comme colporteurs et gagnèrent le Witwatersrand vers 1880, où leurs boutiques furent appréciées par les populations locales, tout comme les services des artisans d'origine indonésienne.

Le document insiste donc sur la convergence entre les intérêts des musulmans et ceux des groupes opprimés. Symboliquement, il évoque les quartiers populaires détruits où seule demeure érigée « la maison de Dieu... symbole remarquable des injustices de l'apartheid et de la discrimination ».

Tout ceci sert à appuyer une condamnation sans appel du comportement des dirigeants musulmans actuels, mais aussi des fidèles eux-mêmes ().*

F.C.

Pendant des décennies, notamment en ce XX^e siècle, les musulmans sont restés politiquement passifs. A l'exception du Dr Abdurahman de Cissy Gool, de quelques autres figures de la même génération et des deux imams Harun et Ahmed Timol, tous deux décédés respectivement en 1969 et 1971 alors qu'ils étaient en détention préventive, la grande masse de la communauté musulmane était si impressionnée par les artisans et les avocats de l'apartheid qu'elle accepta son statut de subordonné pratiquement sans se poser de question. Il faut bien se rappeler, et j'insiste, que quelque brutales que soient la répression étatique et les menaces officielles, elles sont insuffisantes pour expliquer valablement la sérénité politique des musulmans, surtout si l'on considère les exhortations coraniques incitant à combattre l'oppression. C'est ailleurs qu'il faut chercher la véritable cause.

Je le répète, c'est trop facile d'imputer au seul système la docilité des musulmans ; nous devons chercher ailleurs les racines de cette servilité politique et sociale. Et c'est au sein de la direction de la communauté qu'elles se trouvent. Tant au Cap que dans le reste du pays, une hiérarchie d'ulémas, largement favorable au statu quo, a tenu dans une poigne de fer la population musulmane. Elle a pris soin d'assurer et de défendre sa position en exerçant un monopole sur l'éducation religieuse élémentaire, en s'assurant un contrôle exclusif sur les mosquées et les autres

(*) Dans le texte qui suit, les passages en italique et entre [] résument l'argumentation de l'auteur. Les soulignements sont ceux du texte originel que nous avons allégé

de passages répétitifs, ce qui explique les (...); nous nous sommes même permis de déplacer un passage afin de rendre la lecture plus claire.

services religieux, et en imposant avec opiniâtreté une version personnelle de la loi religieuse, très souvent contradictoire avec l'esprit de l'islam. Le pouvoir et l'autorité qu'ils exercèrent sur une communauté musulmane crédule furent tels que, pendant des années, ils inspirèrent à leurs disciples aveugles une peur et une anxiété confinant à la paralysie.

L'aspect peut-être le plus incongru de cette situation plutôt étrange est que pratiquement aucun membre de cette hiérarchie religieuse ordinaire n'est représentatif de l'élite intellectuelle de sa génération, car on pourrait compter sur les doigts d'une seule main le nombre de détenteurs de diplômes reconnus ayant une formation théologique et séculière *satisfaisante*. Nombreux sont ceux qui, dans l'actuel inventaire de sheikhs et d'imams, ont passé un nombre indéterminé d'années en Arabie, en Égypte ou en Inde, où la majorité obtint des institutions ou des individus auprès desquels ils étaient « affectés », au mieux des « certificats d'assiduité » ; certains de ces ulémas n'ont même pas la moindre preuve matérielle justifiant leur statut religieux.

Si beaucoup en seront profondément choqués, d'autres ne seront pas surpris d'apprendre que la plupart des dirigeants religieux, notamment les plus âgés, avaient été envoyés faire des études religieuses au Moyen-Orient ou dans d'autres lieux de l'Orient par leurs parents, désespérés de ne rien pouvoir tirer de leurs délinquants de fils. Les pères frustrés espéraient qu'une décoction de savoir religieux pourrait discipliner leurs rejetons récalcitrants qui refusaient souvent obstinément de se soumettre à l'autorité parentale. On en était ainsi arrivé à ce que de nombreux membres de l'actuelle hiérarchie religieuse, notamment au Cap, n'aient aucune vocation véritable à servir Dieu, aucune vocation à servir la communauté des fidèles. Ils ne sont bien souvent que le produit des angoisses familiales face à leur délinquance et c'est par le hasard des circonstances et non d'un choix délibéré qu'ils en sont venus à assumer la direction des musulmans (...).

Avoir permis qu'une direction aussi grossièrement incompétente se dégage pour les guider sur tout ce qui touche à la foi, telle est la responsabilité qui repose en permanence sur la communauté musulmane, notamment du Cap (...). A la différence totale des autres religions où il existe un minimum d'éducation religieuse organisée et stricte, les musulmans du Cap ont accepté d'être conduits par une bande hétéroclite d'individus mal préparés (...).

La plupart avaient été formés, si l'on peut dire, dans des collèges ou séminaires qui ne respectaient pas les normes reconnues. En général, leur éducation indigente se limitait à réciter comme un perroquet, à retenir mécaniquement et à accepter aveuglément une théologie dogmatique. Certains n'ont jamais rédigé la moindre copie d'examen, ni réussi un quelconque test officiel.

Avec cette vieille garde à peine lettrée, le conservatisme réactionnaire prit le pas sur le libéralisme religieux. Dans la pratique islamique du Cap, c'est le rituel et non la raison qui devint l'essentiel. L'islam perdit tant sa vigueur que sa valeur dans la société, ses dirigeants se transformant en une confraternité religieuse ressemblant de plus en plus à une classe de clercs décidée à conserver les privilèges et les prérogatives de la prêtrise, ce qui est un anathème en islam.

On retrouve parmi les plus jeunes ulémas cette regrettable absence de dirigeants réellement qualifiés pour conduire les musulmans tant du point de vue spirituel que séculier, à quelques notables exceptions près (...). Bon nombre de ces jeunes sheikhs passent actuellement moins d'un ou deux ans dans les écoles les plus récentes d'Orient, notamment en Arabie Saoudite (ils y bénéficient de bourses officielles), d'où ils reviennent porteurs d'une barbe et d'un titre de « diplômé » ; pour autant qu'on le sache, ils ne précisent jamais, du moins en public, en quoi ils sont supposés être diplômés (...). Pour assurer leur crédibilité auprès de la communauté, la plupart, comme leurs aînés, bredouillent en permanence quelques mots d'arabe recueillant les applaudissements spontanés d'auditoires qui n'ont rien compris (...).

[Exemple le plus caractéristique : le Muslim Judicial Council du Cap, créé en 1945]. Cette organisation, qui prétend représenter les fidèles, a attendu 38 ans pour tenir sa première (et jusqu'à présent unique) réunion publique (...). Aux yeux des critiques, ce fut un scandale, une affaire montée de toute pièce pour favoriser les ulémas aux yeux des fidèles, sans se préoccuper des différentes crises affectant la communauté.

(...) On ne peut que constater avec irritation que les statuts du MJC, datés du 18 octobre 1948, soulignaient que l'on ne pouvait s'attribuer le titre de « sheikh » que si l'on possédait les qualifications suivantes *[suit une liste couvrant l'ensemble des sciences islamiques, dont la connaissance doit être garantie par des institutions reconnues]*. Sur ces bases, la moindre appréciation objective et évaluation libre du personnel religieux qui se baptise « sheikh » révélerait qu'une part importante ne répond pas à certaines et parfois à aucune des exigences strictes qu'ils se sont eux-mêmes fixées (...). Peut-on compter sur eux pour faire la police dans leurs propres rangs ? Une série de scandales dans lesquels le MJC est impliqué suggère malheureusement qu'il en va autrement (...). Sans s'attarder pour l'instant sur le passé lointain, les irrégularités commises ces derniers temps consistent dans l'accusation d'avoir vendu des biens religieux (waqf), l'officialisation de contrats de mariage théologiquement douteux, des allégations de malversations financières, la prudente mise sous le boisseau de tensions et de débats internes et l'occultation d'autres épisodes embarrassants, comme par exemple la signature hautement rémunératrice (à ce que l'on dit) de certificats de pureté (halaal). Jusqu'à une date très récente, le sceau de garantie religieuse sur la nourriture était l'exclusivité d'un seul membre important du MJC et personne n'était vraiment au courant des arrangements financiers conclus ou des autres revenus dérivés de cette activité lucrative (...). C'est resté un secret fort bien gardé, même pour la hiérarchie du MJC (...).

Pourquoi alors ces ulémas conservent-ils un tel pouvoir, une telle influence, bien supérieurs à ce qu'ils valent ? Il est regrettable d'avoir à constater que la seule conclusion à laquelle on puisse parvenir est que par ignorance, habitude, tradition, l'opinion musulmane ne demande ni n'attend une direction meilleure ou rivale. En d'autres termes, « au royaume des aveugles, les borgnes sont rois » (...).

Dans ces conditions, on pourrait penser qu'une opinion musulmane de plus en plus inquiète est prête à secouer les fers de la servilité religieuse et de l'obscurantisme théologique entretenus par les ulémas essen-

tiellement conservateurs. Ce serait sous-estimer le pouvoir de contrôle du MJC sur les musulmans du Cap. [Exemple : en décembre 1983, des jeunes voulurent organiser une juma (assemblée) unitaire ; sentant leur autorité menacée], des membres du MJC décrétèrent, sous les prétextes les plus futiles, qu'une telle réunion était contraire à la foi. Et une masse musulmane complaisante et pusillanime resta dans l'ensemble en dehors d'un événement qui aurait pu constituer pour elle un tournant historique.

Et appliquant une tactique classique de diversion, le MJC détourne l'esprit critique et l'attention des musulmans sur les minorités Ahmadi-Qadiani (...). Au Cap, elles comptent moins de 200 personnes et pourtant, le MJC traite cette minorité impotente et insignifiante comme si c'était le problème fondamental des musulmans d'aujourd'hui. Qui plus est, les ulémas se sont gardés de toute étude approfondie des croyances de la Ahmadiyya et ne les ont pas discutées publiquement. Ils se sont contentés de proclamations pro domo accompagnées d'une excommunication formelle. Au lieu de consacrer son énergie, des efforts et des frais considérables à l'élimination de ces petites sectes, le MJC aurait pu éviter des procès qui ont coûté plusieurs centaines de milliers de rands qui auraient été mieux utilisés au service des œuvres sociales de la communauté et à la construction de mosquées (...).

[Il y a pourtant d'autres problèmes à traiter, comme] le clivage permanent entre musulmans « malais » et « indiens », les difficultés incessantes sur les produits « *halaal* » et « *haraam* », la division des écoles de pensée (hanafite, shaféite...), la surévaluation des divisions entre sunnites et shiites, la constitution des juridictions destinées à régler les litiges de la communauté (comme si l'on demandait à des escrocs de juger des escrocs), le silence éloquent au sujet des fraudes (...), le comportement autocratique des ulémas, la suppression des scandales, l'inculcation de croyances religieuses aveugles, la priorité accordée à la forme et non à la substance de l'islam — tout ceci, et bien d'autres choses confirmer la banqueroute totale de la hiérarchie religieuse actuelle et de la direction chancelante.

Bien qu'armés d'une idéologie inébranlable, les musulmans n'ont pas été à l'avant-garde de la résistance révolutionnaire à l'apartheid et à la discrimination organisée. Lorsque les déplacements forcés de population, le *Population Register Act*, ou d'autres mesures d'apartheid vinrent briser l'unité de la communauté musulmane, le MJC timoré ne publia pas la moindre condamnation publique de cette stratégie du « diviser pour régner », au moins jusqu'aux émeutes de Soweto. Aujourd'hui enfin, sous l'effet combiné des développements internes (Soweto 1976, Le Cap 1980), internationaux (la révolution iranienne) et de la pression exercée de l'intérieur par les jeunes Turcs, le MJC a pris politiquement position en adhérant à l'UDF (pourquoi si tard ?). C'est encore le résultat de l'action d'une direction médiocre et plutôt autoritaire qui s'est imposée à une communauté complaisante.

Le MJC n'est malheureusement pas le seul à avoir propagé, jusqu'à une date récente, la passivité politique et à avoir rabâché le rituel religieux, sans se préoccuper en même temps de solidarité au sens le plus large. Son principal concurrent dans la région du Cap, la *Muslim Assembly*, ne se distingue que par le degré et la forme de son indifférence politique.

On a trouvé ailleurs des situations comparables. Le Jamiatul Ulama, principale organisation religieuse du Natal, a attendu l'an passé avant de prendre pour la première fois de sa longue histoire, une *fatwa* (1) contre le nouveau projet constitutionnel. D'autres organisations comme le Tabligh Jamaah se proclament apolitiques, alors qu'elles représentent en réalité un extrémisme théologique conservateur et que leur silence profite au statu quo (...). Leur philosophie, comme celle du MJC, peut se résumer ainsi : formalisme religieux et passivité politique, mièvrerie théologique et pusillanimité séculière.

Mais heureusement, dans quelques organisations plus récentes, apparues notamment à la suite de la révolte de Soweto et de la révolution islamique en Iran, on constate que des agents religieux plus éclairés sont apparus prudemment, avec le souci de faire de l'islam une force socio-religieuse active et dynamique. [*Mouvement de la jeunesse islamique, Qibla, Association des étudiants musulmans, l'Islamic Movement du KwaZulu et du Natal, l'Association des juristes et comptables pour le droit musulman (AMAL), l'Association médicale musulmane d'Afrique du Sud s'efforcent ainsi de relancer une foi vacillante en s'appuyant sur le mouvement islamique mondial*].

Sous leur influence et celle d'associations plus progressistes, à travers une multitude de pamphlets, de publications créées il y a moins de dix ans, un nouvel islam moins élitiste se diffuse peu à peu à travers le pays. La plupart de ces journaux récents portent des titres arabes (Al Qalam, Al Balagh, Majlis, Inqilab...), alors que leurs prédécesseurs avaient des titres anglais (Muslim News, Muslim Digest) (...) et vont d'un ultra-conservatisme religieux à la provocation politique [*en passant par*] la feuille plutôt stimulante du Mouvement islamique des femmes (...). Ils traduisent avant tout l'inspiration de jeunes progressistes qui entendent faire de la religion une force active dans leur vie. Et c'est grâce à ces « jeunes Turcs », comme on les appelle, que l'islam pénètre de manière significative dans la communauté noire où il était depuis des lustres considéré comme l'apanage des « Indiens » ou des « Malais ». Dès avant Soweto, mais surtout après, le prosélytisme islamique avait fait d'énormes progrès tant dans les campagnes que dans les villes. Actuellement, de nombreux programmes de construction de mosquées ont été achevés ou sont en cours dans diverses régions. A Soweto même, un imposant complexe est en construction et constitue peut-être le signe avant-coureur de futurs changements dans les ghettos noirs. Si les musulmans s'identifient sans équivoque à la majorité opprimée de ce pays et s'ils accordent au message social de leur foi la même importance qu'aux rites, il se pourrait bien que le paysage africain finisse par se consteller de minarets dans un proche avenir. Un autre développement positif de l'islam en Afrique du Sud, non sans relation avec le regain de la foi dans le monde entier, est cette multiplication de mosquées et de medersas, et le désir renouvelé d'apprendre l'arabe, notamment chez les jeunes. Mais même dans ce domaine, on retrouve à l'évidence l'étouffante stérilité des ulémas. De nombreux conflits sur le contrôle des mosquées se terminent en général par la victoire

(1) Décision ayant valeur juridique pour la communauté des fidèles.

de la vieille garde conservatrice qui entretient ainsi la faiblesse du niveau des medersas où l'on se concentre toujours sur la récitation et le rituel, et non sur la rationalité et la pensée libre (...).

La rigidité religieuse et le dogmatisme théologique ambiants dans l'islam sud-africain ne tiennent pas qu'à des facteurs internes. Ils sont aussi nourris et entretenus par la venue toujours plus régulière d'une multitude de mollahs étrangers. De soi-disant distingués lettrés et savants musulmans s'adressent à un public musulman grossier qui, de ce fait, les prend souvent pour la sublime source du savoir religieux [*alors que ce ne sont généralement que de pauvres hères venus de l'Inde pour essayer de gagner un peu d'argent*]. Leur impact sur une communauté largement analphabète s'ajoute à la direction indo-pakistanaise du Département des études islamiques à l'Université de Durban-Westville, contribuant à accentuer « l'indianisation » de l'islam. Cette influence indienne, marquée par des fondements culturels hindous, est en partie responsable de la persistante priorité accordée au rituel et au symbolisme dans l'islam sud-africain (...), ce que j'explique par le modèle centre-périphérie : plus on est éloigné du centre, plus il est important de mettre en évidence les apparences de la solidarité (...). Ainsi, arborer la barbe, s'habiller à l'orientale, réciter mécaniquement les piliers de l'islam, imiter ostensiblement le comportement personnel du Prophète (mais pas sa résistance révolutionnaire à la pauvreté et à l'oppression) sont autant d'illustrations d'une foi prétentieuse et formaliste, où les manifestations extérieures l'emportent sur la piété profonde et la véritable spiritualité, où l'apparence est plus importante que la sincérité (...).

Sous la conduite d'une direction incompétente, les musulmans, ignorants de leur propre foi, sont soumis à l'emprise de l'obscurantisme et du dogmatisme. Pour sortir de ce marigot théologique et se libérer de l'injustice sociale, il leur faut revenir aux fondements de la foi. Il leur faut abandonner leur dépendance aveugle aux apparences extérieures et aux vécues marginales, et se replonger dans la rationalité et la logique de leur religion (...). Mais pour ce faire, ils doivent absolument écarter leurs dirigeants actuels. Au Cap, ainsi que nous l'avons vu, la hiérarchie religieuse (particulièrement le MJC) a été dictatorialement inefficace tant dans la conduite morale que dans la conduite temporelle de la communauté. On peut bien dire sans exagérer que, dans l'ensemble, elle a été indécise, incorrigible, indolente et incompétente. Il est grand temps que l'opinion musulmane prenne conscience de cette situation et secoue les fers de la servilité religieuse et de la passivité politique. Alors, et alors seulement, elle répondra effectivement à l'appel répété du Coran : un seul Dieu, une seule communauté (...).

(Traduit de l'anglais par François Constantin)